

LA FRAGILITE DU CONTEXTE SOCIOCULTUREL TURC D'AUJOURD'HUI : L'IMPACT DES NOUVEAUX MEDIAS SUR LA CREATION DE L'ESPACE POLITIQUE AUPRES DES JEUNES DE LA TURQUIE

Belgin Bilge

Chercheure en Sciences de l'Information et de la Communication

ISC Paris School of Management

belgin.bilge@iscparis.com

Résumé

Cet article analyse la place des médias traditionnels et des nouvelles technologies dans la participation des jeunes à la politique turque. En s'appuyant sur l'évolution du paysage médiatique, il offre un regard sur le parcours politique du pays. Il présente une analyse sur la structure socio-politique des jeunes turcs. Après avoir étudié les raisons de l'engouement pour les nouveaux médias, cet article propose un nouveau concept de cohabitation socio-politique pour faciliter le processus de démocratisation et l'adhésion des jeunes à l'espace politique.

Mots-clés

Jeunes turcs, nouveaux médias, transformation sociale, participation politique, cohabitation

INTRODUCTION

Attirée par l'Orient et l'Occident, la Turquie, pays européen, balkanique, moyen-oriental, asiatique et méditerranéen, en porte toute la diversité et les contradictions géographiques et culturelles. Jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle, la Turquie a subi l'impact des « révolutions globales » : réformes de la communication, révolution cybernétique, amélioration des droits de l'homme, modification de la consommation, mutations politiques et changements sociaux. L'entrée de la Turquie dans l'ère de l'information du 21^{ème} siècle s'est accompagnée de transformations majeures dans le domaine de la communication notamment par la mise en place des nouvelles technologies.

Cet article met ce parcours en perspective, de l'entrée de la Turquie dans le monde capitaliste et dans l'ère des médias jusqu'à la redéfinition des différentes identités turques sous l'emprise de ces derniers. La première partie retrace le passé difficile de la politique turque. La deuxième expose le changement médiatique depuis les années 80 et son impact sur le comportement social et politique des Turcs et surtout des jeunes. La troisième partie s'efforce de cerner le jeune turc d'aujourd'hui, sa place au sein de la société et sa participation à la vie politique. La conclusion propose la formulation d'un nouveau concept pour accroître la présence des jeunes sur la scène politique et pose les conditions de réussite pour créer le lien social et éviter le clivage entre les différentes identités au sein de la société turque.

LE PARCOURS DIFFICILE DE LA POLITIQUE TURQUE

L'évolution de la politique turque sous l'emprise des mutations géopolitiques

L'état turc moderne et démocratique basé sur « l'identité turque et laïque », a été établi en 1923 par Atatürk. Le nationalisme turc de cette période s'inspirait d'un projet occidental, notamment français, et construisait une nation « nouvelle » intégrant l'ensemble des différentes identités : « musulmane » ; « ottomane » ; « turque » et « européenne » présentes sur le territoire.

Après son adhésion à l'Alliance Atlantique en 1952 et la signature d'un accord d'association avec la Communauté en 1963, le choix européen de la Turquie s'est concrétisé par sa demande d'adhésion en 1987. Cependant, le Moyen Orient a toujours fait partie intégrante de la géopolitique de la Turquie qui a pris l'initiative de regrouper les riverains de la mer Noire pendant que dans les Balkans, l'histoire et ses traces ne la quittaient pas. D'autre part, vu d'Asie, constituant l'extrémité occidentale des Républiques turcophones : la Turquie s'est définie comme un pont entre l'Europe et l'Asie.

La conviction européenne de l'opinion turque s'est modifiée au cours des dix dernières années. L'opinion publique turque privilégie la dimension économique et sociale de l'intégration européenne et certains politiciens turcs favorisent l'appartenance de la Turquie à l'Union Européenne avant tout sur le partage de valeurs culturelles, sociales et politiques. La politique interne « anti-occidentale » du gouvernement actuel de l'AKP¹ contrairement à leurs déclarations pro-européennes a créé de l'ambiguïté dans la politique turque et dans sa perception par l'opinion publique turque. Depuis sa victoire massive en novembre 2002 (361 députés sur 550), malgré de fortes tensions avec l'armée et la justice, l'AKP s'impose comme parti hégémonique au point de susciter dans les rangs de l'opposition (« kémaliste », menée par le CHP) la crainte d'une dérive autocratique du régime. Fort de la réussite de la politique économique et sociale du gouvernement, le parti est sorti, vainqueur des élections législatives en juin 2011 pour la troisième fois.

Le citoyen turc, partagé entre les tendances politiques et ethniques, se cherche. Les médias et les nouvelles technologies faisant partie de la société, influencent très fortement la recherche identitaire turque, notamment des jeunes, la reconstruction de la société, la reformulation des différentes identités et l'organisation des différents rapports sociaux.

Aujourd'hui, en Turquie, nous observons une multitude d'inter-types de rapports sociaux entre les différentes classes et couches sociales et à l'intérieur de chacune d'entre elles. Tradition et modernité coexistent à l'intérieur de chaque groupe social. Les valeurs traditionnelles se trouvent subitement bouleversées, remplacées parfois par des valeurs s'éloignant de la tradition, voire excessivement modernes. Les changements médiatiques ont

¹ L'AKP (Parti de la Justice et du Développement) Parti politique turc. Fondé le 14 août 2001, il est issu d'une scission au sein de l'islamisme politique turc qui prend son essor à partir du début des années 1990 avec la progression du parti Refah (RP, parti de la Prospérité, créé en 1983), devenu le premier parti au Parlement en 1995. Se distançant de l'islamisme de ses prédécesseurs, le nouveau parti se définit d'emblée « conservateur et démocratique » écartant même l'étiquette de « démocrate musulman », ce qui le rapproche des partis modérés turcs de centre droit traditionnels. Sont ainsi mis en avant le respect de l'État de droit, des libertés fondamentales, de la diversité, la séparation des pouvoirs et surtout, bien davantage que les partis islamiques précédents, de la laïcité, rejetant toute instrumentalisation politique de la religion et toute islamisation de la société, tandis qu'il prône une économie de marché sans écarter l'intervention régulatrice de l'État.

contribué à la formation de nouveaux types de rapports sociaux en Turquie et surtout entre les jeunes.

Le grand débat qui oppose les kémalistes « classiques » à ceux que l'on appelle les tenants de la « République » a toujours occupé l'espace public. Ces derniers défendent l'idée que la structure étatique, bureaucratique et centralisatrice héritée de l'Empire Ottoman et la conception élitiste du politique ont empêché que se développent la société civile et ses institutions, que s'enracine une conception libérale de l'individu, de l'Etat, de l'économie et de la société, donc un véritable régime démocratique. Les kémalistes avancent au contraire que les réformes d'Ataturk ont profondément modifié l'Etat et la société et remplacé l'Empire Ottoman théocratique par une République laïque, nationale et indépendante.

Ce rapide tableau des forces politiques doit être complété par l'évocation du rôle de l'armée dans la vie publique turque. Elle a eu une place de premier plan dans la modernisation politique du pays. Issu de ses rangs, c'est sur elle qu'Ataturk s'est appuyé dans la guerre de l'Indépendance et la reconstruction de l'Etat. Elle s'est estimée, par conséquent, garante des valeurs républicaines et kémalistes. Tout en abritant ses propres clivages idéologiques, reflétant ceux de la société, elle est intervenue chaque fois qu'elle a jugé que ces principes sont « gravement » menacés : ce fut le cas le 27 mai 1960, le 12 mars 1971 et le 12 septembre 1980. Il va sans dire que les périodes qui suivirent ses interventions sont caractérisées par des atteintes aux droits de l'homme et aux libertés publiques : loi martiale, procès monstres, application de la peine capitale, limitation du droit de grève, restrictions à la liberté de presse et à l'autonomie universitaire. Cependant, l'intervention de l'armée dans le jeu politique est reconnue comme légitime. En effet, si l'héritage d'Ataturk est menacé par une formation politique qui ne respecte pas les principes du kémalisme, l'armée se réserve le droit de prendre le pouvoir pour le confier ensuite à un pouvoir civil censé les respecter.

La démocratie turque à l'épreuve

A la suite du coup militaire de 1980², la Turquie est entrée dans l'ère des mutations pour retrouver son parcours de démocratisation : ouverture vers l'extérieur sous l'influence des conditions géopolitiques ; connaissance et compréhension des droits et des libertés de l'Homme ; développement de l'industrie grâce au soutien de l'état et au protectionnisme exercé contre la dépendance aux autres pays ; ambition grandissante de faire partie de l'Union Européenne ; énorme progrès des médias traditionnels et surtout de la télévision privée ; situation politique de plus en plus démocratisée et supportée par la « technologie de communication ».

Longtemps dominante dans le jeu politique, l'armée a vu son rôle normalisé : elle a accepté que les urnes consacrent la suprématie politique de l'AKP issu de l'islam politique et une révision constitutionnelle limitant le rôle des militaires a été adoptée à une solide majorité par référendum en septembre 2010. Mais, les forces militaires considèrent toujours qu'elles ont un rôle à jouer dans la société : leur fonction n'est pas seulement d'assurer la sécurité extérieure mais d'être aussi la garante de la continuité de la République de Turquie et des principes ayant présidé à sa fondation.

² Le 12 septembre 1980, l'Armée turque, avec à sa tête le général Kenan Evren, commet un coup d'État et instaure un régime militaire qui se maintient jusqu'en 1983. Il s'agit du troisième coup d'État de la part de l'armée turque, après ceux de 1960 et 1971.

La société turque a connu neuf décennies de laïcité, soixante ans de multipartisme et le foisonnement des médias a imposé le goût du pluralisme. Si la marche inachevée vers la démocratie européenne a été progressive car encadrée par l'armée, la libéralisation de l'économie a permis l'émergence d'une nouvelle classe moyenne.

Les différentes analyses sur la relation entre la stabilité politique et les performances en matière de croissance ont mis en avant l'existence d'un gouvernement stable comme condition nécessaire d'une croissance soutenue à long terme (Brunetti 1997). En effet, pour mettre en œuvre des réformes structurelles, la Turquie a eu besoin d'un gouvernement stable s'appuyant sur une majorité parlementaire homogène. Le gouvernement d'AKP a réussi à installer cette stabilité pendant ses trois mandats. L'argumentation s'appuie sur la séquence suivante : la stabilité politique est une condition nécessaire de la stabilité macroéconomique qui a permis de faire jouer pleinement le potentiel de croissance à long terme estimé à 8,9 % par an pour la Turquie.

Première à obtenir un troisième mandat d'affilée, l'AKP de Mr. Erdogan, contrairement aux gouvernements précédents, a su créer une adhésion des classes moyennes populaires pour lesquelles il représente la stabilité économique mais également politique. L'opposition, peu crédible aux yeux de la majorité des Turcs, ne se positionne pas comme une alternative susceptible de gouverner sans coalition.

Le bilan économique du parti au pouvoir explique en grande partie sa 3^{ème} victoire consécutive aux élections législatives : la croissance du PIB de 8,9 % en 2010, la dette publique de contenu à 40 % du PIB, l'accroissement des investissements étrangers, la hausse de 20 % des échanges, le taux de chômage réduit à 10,6 % (après avoir atteint 15 %) et l'inflation ramenée à 4,3 %, PIB par habitant plus que triplé depuis 2001 témoignent du succès de l'AKP. La Turquie est aujourd'hui la 17^e économie mondiale. Cependant, la Turquie connaît certaines difficultés : selon la Banque Centrale, son déficit public a plus que doublé en un an pour atteindre le taux record de 9,8 milliards d'euros (8 % du PIB), notamment du fait de sa forte dépendance aux importations. Les déséquilibres s'amoncellent au point que les économistes préconisent de réduire la croissance à 5 %. Ces déséquilibres s'expliquent non seulement par le poids de la facture énergétique, mais aussi par le coût d'une main d'œuvre peu qualifiée (salaire minimal à 450 dollars) alimentée par la moitié des 15-19 ans qui ne sont pas scolarisés.

L'ENTREE DE LA TURQUIE DANS L'ERE DE LA SOCIETE D'INFORMATION

Les mutations médiatiques des vingt dernières années

En Turquie, la télévision privée est apparue à partir de 1990 comme une nécessité sociale avec certaines aspirations à être plus critique envers l'Etat ; ouverture et tendances absolues vers l'Europe et l'Occident ; abolition de certains tabous comme le sexe ou la place de la femme dans la société turque. La nouvelle offre audiovisuelle a dû répondre aux modifications des modes de vie : éclatement de la cellule familiale et allongement de la durée de vie ont créé des catégories de téléspectateurs pour lesquels l'audiovisuel a été souvent la seule distraction.

Vers la fin du XX^{ème} siècle, la volonté de liberté d'expression et d'information dans tous les secteurs et toutes les tranches de la société, a développé les médias accompagnés des changements technologiques et politiques. Ainsi, la situation politique démocratisée supportée

par la « technologie de communication » a orienté la Turquie vers la « société de l'information » aboutissant à une libéralisation des télécommunications et de l'audiovisuel (VILCHES, 1995).

La fin du monopole de l'état dans la diffusion radiophonique et audiovisuelle a eu des conséquences intéressantes à suivre, telles que l'élargissement du terrain de discussion publique, l'accroissement du nombre de sujets débattus et l'élaboration des thèmes non abordés auparavant : les sujets tabous des années 90 comme la religion, l'armée ou les droits de l'homme ont été intégrés dans les discussions médiatiques et la multiplication du nombre et de la catégorie des personnes participant à ces discussions.

Malgré des débuts de « démocratisation » assez difficiles, les médias turcs actuels présentent les caractéristiques d'un marché en pleine croissance et en mutation. On estime aujourd'hui à 2.124 le nombre de journaux en Turquie dont 40 d'entre eux sont des titres nationaux.

Située géographiquement et politiquement aux frontières des trois mondes, la Turquie représente un cas de figure unique. Plongée dans une crise identitaire durable à la suite des transformations qu'elle a subies, la société turque nous invite à prendre en compte, même dans une analyse spécifiquement politique, les dimensions historique, culturelle et stratégique de son avenir (THOBIE – KANCAL, 1994). A la fin du siècle dernier, la « question d'occidentalisation » a constitué la préoccupation fondamentale des politiciens et des médias turcs qui se sont investis dans la recherche identitaire orient-occident de la Turquie.

Des débats sur l'audiovisuel, une réflexion plus générale sur la « société de l'information » ont conduit à une libéralisation des télécommunications et de l'audiovisuel. Dans les années 80, la Turquie était plutôt en retard dans le domaine des nouvelles technologies de la communication, notamment à cause de la lenteur de la mise en place d'un cadre juridique libéral, suffisamment stable et de l'absence d'investissements publics et des grandes entreprises turques dans la recherche.

Contrairement aux constitutions démocratiques où différents moyens permettent très ouvertement aux individus de s'exprimer, les médias turcs soumis aux restrictions de la liberté de s'informer. La Turquie censure plus que la plupart des pays membre du Conseil de l'Europe, et la situation ne fait que de se détériorer. 12 725 sites internet sont inaccessibles depuis le territoire turc. La liberté d'accès à Internet est soumise à de fortes pressions en Turquie, dans la mesure où le gouvernement impose des limitations toujours plus nombreuses, en interdisant le fonctionnement de sites et de blogs à l'échelle nationale ainsi que l'accès à des sites internationaux et en violant les droits des utilisateurs. Dans une démocratie limitée, c'est le pouvoir politique qui donne le coup le plus lourd à la cohésion sociale espérée grâce à de nouveaux moyens de communication.

L'impact des médias et des NTIC sur la reformulation de l'identité turque d'aujourd'hui

En Turquie, les biens et services issus des NTIC apportent un soutien précieux à l'individu réflexif en charge de la construction de soi et offrent de formidables moyens d'expression. En Europe, la Turquie arrive en tête des pays les plus assidus aux réseaux sociaux avec 92,2 % d'internautes et devance ainsi plusieurs pays. Quant au profil des inscrits turcs sur les réseaux sociaux, nous constatons une différence sensible en ce qui concerne le genre : 1 homme sur 3 prend part à un réseau social contre moins d'une femme sur 5. L'utilisateur turc dispose,

désormais, à un coût démocratique, de moyens techniques de qualité quasi professionnelle et d'une grande simplicité d'utilisation. Selon les résultats d'un classement sur le niveau de pénétration des pays européens, le nombre d'internautes turcs ont atteint les 35 millions avec une moyenne d'âge de 27,7³.

Chaque jeune turc a plus d'une culture et appartient à plusieurs groupes. La culture ne se réduit pas simplement à l'appartenance linguistique ou religieuse mais s'étend aux appartenances à tout groupe. Ce qui frappe le plus le visiteur en Turquie, c'est la division de la société turque en différentes strates qui ne se fréquentent pas. On trouve notamment une jeunesse élite, culturelle, musulmane, moderne et qui veut exprimer son identité sans complexe. Ils entendent simplement être fidèles à un certain savoir-vivre qui s'inspire des us et coutumes de la tradition musulmane, où les sexes ne se mélangent pas trop, où les femmes portent le türban (version modernisée du traditionnel foulard) et où l'on ne boit pas d'alcool. Ils ont leurs journaux, leurs chaînes de télévision, leurs littératures et leurs héros. Au niveau politique, ils représentent toute une population qui n'a pas accès aux monopoles économiques mis en place par l'état kémaliste et ils se font les défenseurs de la classe appauvrie qui peuple les campagnes et les gecekondü (bidonvilles) dans les banlieues des grandes villes (KENTEL, 2001).

Dans la relation entre les aspirations qui deviennent de plus en plus visibles et audibles à travers l'opinion publique et la gestion de ces aspirations par le système politique, l'opinion publique a gagné une certaine envergure en Turquie (KONDA, 2011)⁴. A partir des années 90, la mobilisation de la société turque, la différenciation, la formation des nouvelles identités ont donné une image. Les expressions cachées des minorités, des ethnies, des communautés (surtout les femmes) qui étaient condamnées au silence ont vu le jour et sont devenues des voix. On a assisté à un contraste entre, d'une part, la revendication du plein fonctionnement de la démocratie, des droits de l'homme, des droits sociaux, économiques et culturels, des libertés d'expression et d'information et de participation aux processus de décision, et d'autre part, le refus de la rupture et du chaos, la revendication des garanties contre l'insécurité et les bouleversements sociaux ont ainsi dominé l'aspect social turc dans la même période.

Aujourd'hui, l'identité turque est beaucoup plus fluctuante que par le passé. En effet, il existe aujourd'hui une mobilité nouvelle et une prise de conscience de la diversité culturelle turque, que le concept de « communauté imaginée » (ANDERSON, 1996)⁵ ne peut pas prendre en compte. La diversité et la complexité de l'identité turque sont en pleine renégociation. Après avoir connu une période d'initiation, la Turquie est devenue une véritable société d'information. Cependant, dans la société turque, où les relations communautaires entre jeunes priment, les réseaux sociaux électroniques ont une nouvelle signification. Exprimer son identité est au second plan pour ces jeunes internautes turcs qui les utilisent avant tout pour prolonger les relations sociales de la vie quotidienne.

³ La France, à 80,6 % de pénétration, fait partie du bas du tableau, avec l'Allemagne (79,4 %), la Suisse (75,2 %) et l'Autriche (74,5 %). La Pologne (90,6 %), le Royaume-Uni (87,9 %) et la Finlande (86,5 %) se situent à la tête du classement.

⁴ Selon sa tendance politique, l'internaute turc se connecte sur des sites pour des raisons diverses : les 58% des supporters de CHP utilisent internet contrairement à ceux de l'AKP : 33%. Ces derniers ne se connectent sur internet que pour s'informer sur des sujets religieux ou sanitaires.

⁵ « Communauté imaginée » est l'expression employée par l'historien Benedict Anderson pour décrire le processus d'identification grâce auquel des individus en viennent à se considérer comme faisant partie d'une même communauté nationale, d'une communauté de concitoyens, unis par « un lien horizontal et profond ».

LA PARTICIPATION DE LA JEUNESSE TURQUE A LA POLITIQUE

L'évolution de la conjoncture socio-politique des jeunes de la Turquie

En 2025, la Turquie deviendra un des pays ayant la plus grande proportion de jeunes au monde. Elle est actuellement en deuxième position, juste derrière le Mexique. 20 % de ces jeunes vivent à Istanbul. 12,4 millions de jeunes âgés de 15-24 ans représentent 17,6 % de la population. Un tiers des 15-24 ans sont étudiants, un tiers travaillent et le dernier tiers, appelés les « inactifs » et les « invisibles ou moins visibles » comme les jeunes qui ont arrêté de chercher du travail, les jeunes délinquants, les enfants et les jeunes des rues, les réfugiés, les victimes de trafic humain, etc.

Bien que les récents plans quinquennaux de développement et les programmes gouvernementaux aient mentionné l'importance de la jeunesse turque pour le développement du pays, ils n'ont proposé aucune mesure ou plans d'actions concrets visant à éliminer les problèmes des jeunes existants. Dans la législation turque, on trouve une unique disposition concernant la jeunesse, dans la Constitution de la République Turque (Article 58) où il y est fait référence comme à une partie de la population à protéger. Il n'y a pas de loi spécifique relative à la jeunesse, les droits et les services pour les jeunes sont intégrés dans les lois et règles générales. Bien que, dans de nombreux plans et programmes, on attribue à la jeunesse un rôle important pour le développement du pays, il n'y a pas de plans d'action ou de mesures concrètes pour assurer la participation des jeunes. Les problèmes actuels des jeunes et du travail pour la jeunesse montrent que la qualité et la quantité des services destinés aux jeunes ne sont pas suffisantes, de même que le soutien financier des institutions publiques aux domaines liés à la jeunesse comme l'éducation, l'emploi, le logement et la participation. Cependant, l'intérêt des organisations de jeunesse pour les politiques de jeunesse se renforce depuis le début des années 2000.

Pour mieux comprendre la jeunesse d'aujourd'hui, nous devons analyser l'histoire contemporaine de la Turquie en 3 périodes distinctes ayant chacune un impact différent sur la jeunesse turque de l'époque. Les années 1923-1950 furent la période où une structure sociale « centraliste », « étatiste » et « nationaliste » a été dominante. La mentalité « centraliste » héritée de l'Empire Ottoman a influencé la structure socio-politique même que système médiatique. La presse turque est ainsi restée sous le contrôle politique radical de l'Etat. Durant ces années, le jeune turc symbolisait « l'idéal » des citoyens, le « futur » de la société turque et « l'aboutissement » de tous les espoirs. La 2^{ème} période 1950-1980 a été témoin du passage du système politique « mono-parti » à un système « multi-partis » qui a eu des effets douloureux sur tous les systèmes sociaux. En 1950, de nouvelles réglementations et des lois anti-démocratiques concernant la presse ont été mises en vigueur. La censure a gagné de terrain. Jusqu'aux années 50, la Turquie a été dirigée par les élites urbaines. A partir du début de cette décennie, la population a commencé à augmenter et l'immigration des jeunes vers les grandes villes a gagné de vitesse. Ces derniers ont été rejetés par les urbains pendant que le processus social été interrompu par le coup d'Etat militaire de 1960. Entre 1950 et 1980, la jeunesse turque fortement politisée, a été divisée entre les « gauchistes » et les « droitistes ». L'année 1980 qui est le début de la 3^{ème} période, est reconnue comme la date clé pour plusieurs raisons. La fermeture des partis politiques à la suite du coup d'Etat Militaire du 12 septembre 1980 a instauré un système autoritaire. A partir du 6 novembre 1983, date des élections démocratiques, le système néo-libéral (d'Etat-providence) installé en Europe et aux

Etats-Unis, a été mis en vigueur en Turquie par ANAP⁶. Cette nouvelle politique a fait entrer la Turquie et son système médiatique dans une phase de transformation très importante. Les grandes holdings et les groupes non médiatiques se sont intéressés davantage à la presse écrite. Cependant, malgré le système politique autoritaire des années 80, plusieurs organisations de société civile constituées des écologistes, des défenseurs des droits de l'homme, des féministes, des homosexuels sont entrés sur le terrain social grâce au soutien des médias. En revanche, la jeunesse dépolitisée de cette période a été présentée par les médias comme une masse sans aucune responsabilité sociale. Les années qui ont poursuivi 1980 peuvent être interprétées comme l'une des périodes les plus obscures de l'histoire de la Turquie.

Les médias monopolistiques des années 90 ont exercé leur rôle dans une démocratie limitée où la politique est entrée dans le média, puis le média a commencé à orienter la politique turque. Les discours « citoyens » des dirigeants, accompagnés des caractéristiques de la nouvelle société de consommation et soutenus par les médias, ont infligé au peuple turc l'envie de s'enrichir par les moyens les plus faciles, de consommer davantage et de changer de classe sociale. L'écart grandissant entre les « riches » et les « pauvres » a motivé ces derniers à consommer plus dans l'objectif d'être reconnus dans la société. Cette aspiration à consommer pour être reconnu a éloigné davantage les jeunes turcs de la politique nationale/internationale et les a cantonnés à une vie sociale pseudo « occidentale » non fondée.

Les autorités publiques reconnaissent l'absence d'une véritable politique de la jeunesse et d'une législation spécifique. Les autres problèmes identifiés sont la multiplicité des acteurs s'occupant de questions de jeunesse, l'absence d'un conseil national de jeunesse et un faible niveau d'éducation et de mobilité des jeunes ainsi que la difficulté à diffuser l'information. Le point de vue des jeunes sur la politique jeunesse se centre plus sur leurs propres problèmes, sur la politique et les hommes politiques, sur la société civile et le volontariat. Leurs deux principales préoccupations sont les limites du système éducatif et le manque d'opportunités dans le monde du travail. Les jeunes ne font pas confiance à la politique mais ils attribuent. Il est clair que les jeunes en Turquie ont des besoins importants et font face à des difficultés particulières dans la marche vers leur développement personnel et leur participation à la société. Chaque catégorie de jeunes requiert une attention différente en termes de politique.

Le mode de participation politique le plus répandu est le vote mais les jeunes ne sont pas intéressés par la politique. Le milieu socio-culturel, les différences entre villes et campagnes, les origines ethniques et religieuses ont également pour conséquences des modèles de comportement différents chez les jeunes. Les organisations internationales en Turquie sont également impliquées sur les questions de politique jeunesse, dans le cadre de plan de coopération sur la conception et le financement de campagnes, de projets et de programmes.

En Turquie, fin 2011, le taux de chômage était de 11 % mais de plus de 25 % pour les jeunes de la tranche 15 et 24 ans. 18,5 % des jeunes sans emploi sont diplômés de l'université. La disparité est encore plus grande pour les régions de l'Est du pays, où le taux de chômage des jeunes est de l'ordre de 35 à 40 %.

Outre le fait que les jeunes ne reçoivent pas tous une éducation, la qualité de cette éducation n'est pas toujours en phase avec les besoins des jeunes en Turquie. L'augmentation du nombre d'écoles privées à tous les niveaux d'éducation influence les disparités et crée des

⁶ ANAP = Parti de la Mère Patrie (Anavatan Partisi)

divisions visibles entre les jeunes, en particulier en termes de modèles de socialisation. Ainsi, les jeunes turcs ont besoin du soutien de leur environnement social, de leur famille et de l'Etat dans de nombreux aspects de leur vie comme par exemple des lieux pour leur développement personnel, leur identité, leur confiance en soi et leur créativité, loin de toute pression ou préjugé traditionnel et conservateur. Ils ont aussi besoin d'une éducation moins chère et de meilleure qualité, et de possibilités de travail et de carrières.

Le niveau de consommation « intellectuelle » des turcs jeunes est très réduit⁷. Mais, ils ont un grand intérêt pour la télévision et internet⁸. Le loisir favori est regarder la télévision (81 %). Les jeunes utilisent internet de manière intensive, à la maison ou dans les cafés-internet.

Internet et les Réseaux Sociaux : un nouveau terrain politique pour la jeunesse de la Turquie

Les jeunes s'intéressent assez peu à la politique et n'ont pas confiance en ceux qui la font. Leur "insatisfaction" vis-à-vis du système politique actuel se juge à la notation qu'ils attribuent aux différents leaders politiques. L'étude faite par l'ONG ARI révèle qu'un sentiment d'insécurité et un manque de confiance vis-à-vis de la présidence, du gouvernement, des municipalités et des partis politiques. 80 % d'entre eux craignent en effet qu'une crise politique ou économique ne survienne au cours des douze prochains mois. En Turquie les jeunes sont inquiets et pessimistes pour leur avenir. Ils se plaignent beaucoup de n'avoir aucune alternative.

Cependant, malgré un discours politique qui divise les groupes politiques islamiques et laïques, les jeunes en Turquie parviennent à maintenir une identité hybride équilibrée. Ils souhaitent une approche plus nuancée entre l'appartenance politique et religion. Les jeunes expliquent avec véhémence que leur croyance religieuse ne dicte pas nécessairement leurs points de vue politiques et, inversement, que le fait de défendre une idéologie politique laïque ne signifiait pas qu'ils devaient abandonner l'islam et ses traditions⁹.

Malheureusement, même si les jeunes ne trouvent pas que le fossé politique laïque-islamique soit déterminant pour leur vie, il n'y a pas une seule grande organisation politique ou organisation tournée vers les jeunes qui ait pour objectif de concilier mouvements laïques et islamiques. Etant donné l'écart de plus en plus grand et l'exigence d'un ton plus conciliant dans le débat politique, il est surprenant qu'aucune organisation ou aucun parti politique ne se soit encore profilé. Depuis les premières années de la République Turque, la « jeunesse » est présente dans les débats publics. Le rôle positif et progressiste attribué aux jeunes comme pionniers de la modernisation et possesseurs de la République, a commencé à changer graduellement dans les années 1970. Le coup d'état militaire en 1980 et la Constitution de 1982 ont formé une nouvelle vision de la jeunesse, non seulement en modifiant l'approche

⁷ Les activités les plus populaires sont le cinéma et les matchs de football (pour les jeunes hommes). La plupart des jeunes aiment aller dans les centres commerciaux pour s'amuser. Environ 42% des jeunes, en particulier les garçons, consomment de l'alcool. Les habitudes de loisirs des jeunes diffèrent selon les milieux socio-économiques. Les jeunes ne lisent pas beaucoup : seulement 36,1% lisent des journaux quotidiennement et 27,4% lisent des livres. Les jeunes femmes lisent plus que les jeunes hommes.

⁸ L'activité de loisirs favorite est regarder la télévision (81%). Les 80% des 16-24 ans utilisent des mails, les 76% participent à des forums de discussions, des blogs, des réseaux sociaux.

⁹ L'armée, la police et la justice sont les institutions en lesquelles ils ont le plus confiance. La moitié des jeunes se déclarent nationalistes selon cette étude qui révèle que 30% d'entre eux se situent à droite de l'échiquier politique, soit 3% de plus qu'en 2003.

qu'on en avait mais en limitant aussi les droits des jeunes et les formes d'activités de jeunesse. Dans la période d'après 1980, le débat politique a eu tendance à représenter la jeunesse contemporaine comme des « consommateurs apolitiques » et « égoïstes ». Aujourd'hui, les deux approches coexistent : d'un côté, les jeunes sont vus comme des « bons à rien » et de l'autre, le « mythe jeune » continue d'exister.

Malgré une forte défiance à l'égard des institutions et du personnel politique, les jeunes restent attachés à la procédure qui constitue le cœur du système démocratique : 92 % des jeunes turcs pensent que voter est un devoir. D'après la Constitution, l'âge minimum pour être élu au Parlement est de 25 ans ; cependant, cela n'incite pas les jeunes à s'engager en politique. Le processus de dépolitisation, qui a commencé avec le coup d'état militaire de 1980, s'exprime clairement par la diminution des niveaux de participation politique des jeunes. En Turquie, seuls 3,7 % des jeunes sont membres d'un parti. La proportion des jeunes qui sont membres d'une association ou d'un groupe autre qu'un parti politique, n'est que de 3 %.

C'est aussi l'existence de certaines réglementations qui empêche les jeunes, en particulier les étudiants, de s'investir en politique. En vertu du Règlement Disciplinaire Etudiant du Conseil d'Enseignement Supérieur (YOK), tout étudiant participant à une action politique qui entre dans le cadre du conseil doit être suspendu de l'université pour une durée qui peut aller jusqu'à un mois. De plus, d'après ce règlement, le boycott, l'impression, la détention et la distribution de tracts, de banderoles, le port du foulard, à des fins idéologiques ou politiques, ainsi que la propagande idéologique, orale ou écrite, sont des actes qui peuvent entraîner l'expulsion par le conseil.

Les raisons principales qui expliquent le manque d'intérêt des jeunes turcs à la politique sont la forte présence de la culture populaire ; des soucis économiques accompagnés du taux de chômage élevé ; l'absence de stratégie des partis politiques visant les jeunes, la vision pessimiste du futur et les lois empêchant l'accès des jeunes à la politique. Aujourd'hui, la participation des jeunes dans les mouvements islamistes, kurdes, néo-kémalistes ou nationalistes est très limitée. L'un des problèmes principaux des jeunes turcs est de ne pas comprendre comment les promesses de la modernité concernant la justice et la liberté pourront être tenues sous les conditions de la crise économique mondiale actuelle.

En contrepartie, les jeunes utilisent pour s'exprimer de nouvelles méthodes de participation politique, qui passent par les nouvelles technologies de communication, qu'ils maîtrisent bien mieux que leurs aînés. Ils les privilégient à la politique traditionnelle, monopolisée par les « adultes ». Bien qu'ils aient des identités sociales, culturelles, économiques et politiques différentes, les jeunes Turcs convergent sur un désir commun. Et ce désir, c'est de « vivre sans affrontements ni combats, dans la liberté, sur la terre où ils sont nés ». Les médias personnalisés communautaires ont aujourd'hui un succès énorme en Turquie. Ces derniers, outils d'individualisme ont donné à ces jeunes l'occasion d'exprimer librement leurs identités et d'autre part, ont permis de créer leur propre communauté. Ils sont devenus un milieu social, une des sphères privées dont les frontières sont déterminées par eux-mêmes. Plus nous pénétrons dans la socio-culture turque la plus actuelle, plus nous découvrons des clivages, de l'instabilité et la manifestation d'identités de groupes qui s'affrontent plus ou moins clairement. Sur la toile électronique, la dimension identitaire turque se décline selon plusieurs orientations : le caractère intercontinental de la Turquie ; la définition de l'identité européenne ; celle de l'identité turque, la différence de culture, l'identité musulmane /

nationaliste où la communication réciproque entre ces différentes identités est toujours quasi inexistante.

Les technologies sont le produit et les instruments des mutations sociétales qui ont leur origine, non dans ces techniques, mais dans le processus de modernisation lui-même (ASCHER, 2005). C'est ce processus de modernisation qui peut donner naissance à la société turque dans laquelle les jeunes pluriels, multiappartenants, participent à des champs sociaux de plus en plus distincts et dans lesquels ils agissent de façons différenciées. Par contre, nous constatons que les jeunes turcs utilisent les NTIC pour maintenir leur identité et pour créer des liens plus immédiats, plus libres et plus efficaces. Ils restent renfermés dans leur cercle identitaire et le clivage social s'accroît.

CONCLUSION

La vitesse avec laquelle la jeunesse turque s'est approprié ces nouvelles technologies tient sans doute pour beaucoup au fait que les produits et services qui en sont issus constituent, pour la plupart, des instruments remarquablement efficaces de soutien à l'individu hypermoderne. En Turquie, les NTIC ont porté l'espoir du surgissement du mieux, de la bonne nouvelle, de l'opportunité à ne pas manquer. Aujourd'hui, certains usages des NTIC renvoient aux besoins de sécurité qu'exprime le jeune citoyen turc contemporain. D'une part, en lui permettant d'accéder virtuellement, sans contrainte de temps et d'espace, à un ensemble très riche d'informations de nature à alimenter un processus de prise de décision dans l'urgence face à l'occurrence d'un événement imprévu. D'autre part, en lui apportant le sentiment, où qu'il soit, de rester relié à sa tribu, de pouvoir mobiliser ses réseaux en cas de besoin. Bref, grâce aux NTIC, le jeune Turc moderne se sent moins seul pour affronter la complexité de son environnement et l'incertitude qui lui est associée.

Malgré la place centrale des NTIC, la fracture numérique pose la question de l'accès de tous les jeunes à ces moyens avec à la clef, la cohésion sociale et le risque d'exclusion. Le délitement du lien social par le repli sur des microréseaux de construction identitaires au détriment du sentiment d'appartenance à un collectif plus large et hétérogène met en danger le « village planétaire » et laisse certains segments de la population turque dans un milieu social limité.

Il existe aujourd'hui un certain débat sur ce que veut dire « être turc et jeune ». Les Turcs cherchent à savoir si leurs efforts de communication peuvent résister à leurs différences. Comment concilier la revendication identitaire et la cohésion sociale à travers les nouveaux médias ? La responsabilité revient aux communicants, aux politiciens et aux citoyens pour construire la cohabitation culturelle entre les différentes identités turques. Communiquer c'est de moins en moins transmettre, rarement partager, le plus souvent négocier et finalement cohabiter (WOLTON, 2009). Cette interactivité ne peut passer que par la reconnaissance des différences et la construction de la cohabitation culturelle. La cohabitation entre les différentes identités turques ne peut être que le résultat d'une volonté et d'une action réciproques. Au sein de la société turque, la laïcité de tolérance est un bon exemple de cohabitation qui relancera la paix dans le monde. Au départ, la tâche revient aux politiciens turcs et européens : il faut installer un modèle démocratique pour construire le lien social, organiser la cohabitation et respecter les identités. Cet enjeu nous oriente davantage vers un système social soutenu par la liberté de presse et d'expression.

Pour renforcer le lien social et la reconnaissance de ces différences, la réussite passe par la mise en place d'un système politique démocratique libre et un terrain social où chaque citoyen pourra être à l'écoute de l'autre volontairement et sans limite. Il faudra assurer à l'ensemble de la population turque, jeune ou pas jeune, l'information exacte et complète qu'elle est en droit d'attendre, offrir une protection contre les abus et les dérives, protéger ceux qui font métier d'informer contre toutes les formes de pression ou de contrainte atteignant leur devoir d'information, assurer le mieux possible la circulation de l'information dans la société, conformément à la mission fondamentale de la presse et propager un système culturel et éducatif où les différentes identités seront reconnues et respectées au sein de la société turque. Il est capital de former à la technologie les jeunes du monde en voie de développement. Donner ces moyens aux jeunes, ce n'est pas seulement leur donner accès à une meilleure information et à une meilleure communication, c'est aussi leur permettre de bénéficier de possibilités d'enseignement et d'emplois en ligne.

Au-delà des apports éducatifs et économiques de ces programmes, l'accès aux TIC peut aussi contribuer à une démocratie opérationnelle. Au contraire des médias traditionnels, comme la télévision et la radio, les NTIC offrent une communication retro-active dans les deux sens. Cela veut dire que le public jeune n'a pas seulement accès à l'information : il peut aussi y contribuer. C'est l'information qui donne le pouvoir. Elle améliore la communication entre les citoyens et leurs représentants élus et les habilite à participer activement en tant que citoyens et à exprimer leurs opinions sur les politiques et les décisions qui affectent leurs vies, d'où un niveau accru de démocratie participative. Dans un pays où la majorité de la population a moins de 25 ans, la responsabilisation de la jeunesse dans le royaume technologique devrait avoir pour résultat une démocratie renforcée et une économie plus performante en Turquie.

Actuellement, on ne peut pas encore dire comment cette jeune génération façonnera l'avenir du paysage politique de la Turquie. Ce qui est certain cependant, c'est que les jeunes Turcs ne trouvent pas que le fossé politique laïque-islamique soit déterminant dans leur existence. En réalité, ils trouvent qu'il est assez stressant et se sentent obligés d'affirmer une identité combinée. Ce dont ils ont besoin, ce sont des organisations tournées vers les jeunes et de partis politiques qui puissent aider les jeunes du pays à dépasser le discours qui divise et à faire éclore une identité nouvelle et équilibrée. Avec une politique adaptée, les jeunes Turcs pourraient vraiment changer la situation politique en Turquie et aider à aller au-delà de la structure du "choc des civilisations" qui oppose les valeurs islamiques aux idéaux laïques.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON B. (1996), *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte
- ASCHER F. (2005), *La société hypermoderne. Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs*, Editions l'Aube
- BRUNETTI A. (1997), *Politique et croissance économique – Comparaison de données internationales*, Études du Centre de développement de l'OCDE, Paris
- GUEZENGAR A., « Qui a peur de l'Islam en Turquie ? », Turkish Daily News, 22 octobre 2008
- KENTEL F., « Turquie : la conquête du centre par le Loup gris », *Critique internationale*,
- KONDA (Institut d'études et d'opinion), « Résultats des élections 2011 », 2011
- THOBIE J. - KANCAL S., (1994), *Industrialisation, communication et rapports sociaux*, Paris, l'Harmattan,

VILCHES L. (1995), *La télévision dans la vie quotidienne : état des savoirs*, Edition Apogée

WOLTON Dominique (2009), *Informé n'est pas communiquer*, Paris, CNRS Editions
2001/3 no 12

<http://engelliweb.com/>, dernière consultation le 20/04/2012

www.lefigaro.fr/medias, 25/02/2011

www.internetworldstats.com

Rapport « Global Publics Embrace Social Networking » du Pew Research Center, 2010

TNS Opinion « 2011, la jeunesse du monde », 16 juin-22 juillet 2010.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.